

## **Israeli–American Attack on Iran**

### **World Federation of Scientific Workers Statement**

On Saturday, February 28, 2026, the armed forces of the State of Israel and the United States of America attacked Iran, in blatant violation of international law and at a time when negotiations were underway to reach an agreement with this country on its nuclear programme. The indiscriminate strikes on Tehran and across Iranian territory represent a new step in the militaristic spiral that has devastated the entire Middle East for decades.

The argument of preventive strikes or self-defence is inadmissible. Equally unacceptable is the claim by both the United States of America and the State of Israel to reshape the Middle East as they see fit, against a backdrop of seeking to subjugate its peoples and seize control of their resources, primarily gas and oil.

Indeed, such an aggression, in the conditions under which it occurred and with the scale it assumed from the very first days, forms part of an imperialist continuum aimed at maintaining strategic and economic spheres of influence in disregard of the sovereignty of peoples and states, fuelling continuous cycles of violence and permanent risks of wider conflagration, for the sole benefit of the aggressors and their military-industrial complexes. This extends the list of imperialist wars and direct interventions in Korea, Vietnam, Laos, Chile, and the former Yugoslavia during the second half of the twentieth century, and more recently in Iraq, Afghanistan, Libya, and Venezuela.

Considering the chaos into which the entire Middle East has been plunged following yet another premeditated aggression since the beginning of 2026 - a year that has already witnessed the capture of a sitting head of state, namely that of Venezuela - aligned with the powerful interests controlling the administration of the world's leading nuclear power, and carried out with the participation of the Israeli army, the World Federation of Scientific Workers strongly condemns the use of brute force to resolve international conflicts of whatever nature. It reaffirms the solidarity of all the scientists it represents with the peoples of the region, foremost among them the people of Palestine, against war, occupation, and colonisation. It calls for an immediate ceasefire, respect for international law, and the opening of genuine diplomatic processes within the framework of the United Nations system, whose political and institutional foundations are now under threat.

While in no way supporting the Iranian theocratic and authoritarian regime - successor to the pro-Western dictatorship of the Shah, itself installed in 1953 by the United States of America - that has weighed upon the Iranian people since 1979, the Federation considers itself in solidarity with that same people in their aspiration for freedom, social justice, and democracy. For the Federation, as for the scientific organisations it brings together, bombs will be no more liberating today than they

were yesterday. It is indeed for the Iranian people, and for them alone, to establish democracy in their country, not for aggressive external forces that sow human, ecological, and economic devastation wherever they operate, whether in Latin America, Africa, the Middle East, or Asia.

For us as scientists, and for any human society aspiring to freedom, peace, and democracy, collective security can never rest on the law of the strongest or on armed interventions, but rather on the respect of international law as defined by the UN Charter and the Universal Declaration of Human Rights, as well as on the pursuit of diplomatic solutions to conflicts between nations.

In the face of escalating armed conflicts, the WFSW recalls that humanity must confront the challenge of climate change, which poses an existential threat to future generations. As proposed by the United Nations in its Sustainable Development Goals, priority must be given to action and to the development of knowledge for peace, cooperation, and the reduction of inequalities.

Lisbon, Paris, Rabat, 4 March 2026.

## **Attaque israélo-américaine contre l'Iran**

### **Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques**

#### **Communiqué**

Le samedi 28 février 2026, les armées de l'Etat d'Israël et des États-Unis d'Amérique ont attaqué l'Iran, en flagrante violation du Droit international et alors même que des négociations étaient en cours pour parvenir à un accord avec ce pays sur le dossier nucléaire qui le concerne. Les frappes indiscriminées sur Téhéran et l'ensemble du territoire iranien représentent une nouvelle étape dans l'engrenage militariste qui ravage l'ensemble du Moyen-Orient depuis des décennies.

L'argument de frappes préventives ou d'auto-défense est irrecevable. Comme est inacceptable la prétention autant des Etats-Unis d'Amérique que de l'Etat d'Israël à modeler le Moyen Orient à leur guise, avec, en toile de fond, la volonté de soumettre ses peuples et de mettre la main sur leurs richesses, en premier lieu le gaz et le pétrole.

Et de fait, une telle agression, dans les conditions où elle s'est produite et l'ampleur qu'elle a prise dès les premiers jours, s'inscrit dans une continuité impérialiste visant à maintenir des sphères d'influence stratégique et économique au mépris de la souveraineté des peuples et des Etats, alimentant des cycles continus de violence et des risques permanents d'embrasement, au seul bénéfice des agresseurs et de leurs complexes militaro-industriels. Cela prolonge la liste de guerres et d'interventions directes de l'impérialisme en Corée, au Vietnam, au Laos, au Chili ou en ex-Yougoslavie, dans la 2ème moitié du 20ième siècle, et, plus récemment, en Irak, en Afghanistan, en Libye, ou au Venezuela...

La Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques, tenant compte du chaos dans lequel l'ensemble du Moyen Orient a été précipité, suite à une agression – une de plus depuis le début de l'année 2026, qui a déjà vu la capture d'un chef d'Etat en exercice, celui du Venezuela en l'occurrence – préméditée, alignée sur les puissants intérêts qui contrôlent l'administration de la première puissance nucléaire mondiale, avec la participation de l'armée israélienne, condamne vigoureusement le recours à la force brute pour résoudre les conflits internationaux de quelque nature qu'ils soient. Comme elle réaffirme la solidarité de tous les scientifiques qu'elle représente avec les peuples de la région, en tête desquels le peuple de Palestine, contre la guerre, l'occupation et la colonisation. Elle appelle à un cessez-le-feu immédiat, au respect du droit international et à l'ouverture de véritables processus diplomatiques dans le cadre du système des Nations Unies, aujourd'hui menacé dans ses fondements politiques et institutionnels.

En ne soutenant aucunement le régime théocratique et autoritaire iranien —

successeur de la dictature pro-occidentale du Shah, elle-même installée en 1953 par les Etats-Unis d'Amérique — qui pèse sur le peuple d'Iran depuis 1979, la FMTS se considère solidaire du même peuple dans son aspiration à la liberté, la justice sociale et à la démocratie. Pour elle, comme pour les organisations de scientifiques qu'elle unit, les bombes ne seront pas plus libératrices aujourd'hui qu'hier. C'est, en effet, au peuple iranien et à lui seul que revient d'imposer la démocratie chez lui, et pas à des forces agressives venues de l'extérieur et qui sèment désastres humains, écologiques et économiques partout où elles opèrent, en Amérique Latine, en Afrique, comme au Moyen Orient ou en Asie.

Pour nous, scientifiques, comme pour toute société humaine aspirant à la liberté, la paix et la démocratie, comme la sécurité collective, ne pourront jamais reposer sur la loi du plus fort et les interventions armées, mais sur le respect du droit international, tel que défini par la charte de l'ONU et la déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que par la recherche de solutions diplomatiques pour tout conflit entre nations.

Face à l'escalade des conflits armés, la FMTS rappelle que l'humanité doit affronter le défi du changement climatique qui pose un danger existentiel aux générations futures. Comme le propose l'ONU dans ses objectifs de développement durable, il faudra d'abord agir et développer les connaissances pour la paix, la coopération et la réduction des inégalités.

Lisbonne, Paris, Rabat, le 4 mars 2026.